

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION



**Opération : APHP HOPITAL BROCA**

**Restructuration du service de Pharmacie pour l'implantation de Robots PEGASUS**

**54-56 Rue Pascal**

**75013 PARIS**

**Coordonnateur SPS en phase Conception**

Nom : Jonnathan HIVANHOE  
Mail : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr  
Mob : 06.85.84.81.11

**Agence : Paris Est CSPS**

Le Central II – 460 La Courtine  
93194 NOISY-LE-GRAND Cedex  
Tél : 01.55.85.16.40

**Coordonnateur SPS en phase Réalisation**

Nom : Julien SKENA  
Mail : julien.skena@btp-consultants.fr  
Mob : 06.30.49.56.51

**Agence : Paris Est CSPS**

Le Central II – 460 La Courtine  
93194 NOISY-LE-GRAND Cedex  
Tél : 01.55.85.16.40

**Aff. : C-CNLG-2024-30-244802**

**Date : 14/11/2024**

**Catégorie de l'opération : 2**

Date	Modifications apportées – harmonisation des PPSPS

## SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER

### PARTICULARITÉS DE L'OPÉRATION

<b>Contraintes spécifiques</b>	Interdictions : aucun stationnement sur le site Site : En milieu occupée (hôpital )
<b>Interactions sur le site</b>	Coactivité : en milieu hospitalier Avoisinants : d'autres bâtiments hospitalier
<b>PC sécurité / Permis Feu</b>	Téléphone : à préciser dans le PPSPS Accès par : à préciser sur le PIC

### PIC

- Réalisés pour la phase : avant démarrage travaux
- Mis à jour le : à l'avancement si nécessaire

### RÉSEAUX

	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO</b>
Contraintes issues des documents reçus : à préciser dans le PPSPS	
<b>Consignations</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot PLOMBERIE / ELECTRICITE</b>
Réseaux consignés : à préciser sur le PIC Chargé de consignation : à préciser dans le PPSPS Réseaux actifs : à préciser sur le PIC	
<b>Eau potable de chantier de base</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO</b>
Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser sur le PIC	
<b>Électricité de chantier de base</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot ELECTRICITE</b>
Emplacement de l'armoire principale : à préciser sur le PIC et dans le PPSPS	

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

### Clôtures de chantier

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO**

En limite de l'emprise : à préciser dans le PPSPS et sur le PIC  
 À l'intérieur de l'emprise : à préciser dans le PPSPS et sur le PIC

### Accès piétons

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO**

Accès à l'emprise par l'entrée de l'hôpital : à préciser sur le PIC

### Cantonnements

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO**

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : Au nombre suffisant  
 Installés dans les bungalows, situés : à préciser dans le PPSPS et sur le PIC

### Nettoyage de chantier

**Prestation à la charge de chaque entreprise intervenante**

Jours de la semaine : Journalier

## CIRCULATIONS PIÉTONS ET VÉHICULES

### Ouverture/fermeture du chantier

Horaires : 8H00 17H00  
 Qui ouvre, qui ferme : à préciser dans le PPSPS  
 Travaux le samedi : à préciser dans le PPSPS

### Cheminements sécurisés piétons

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO**

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par : à préciser dans le PPSPS  
 Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : à préciser dans le PPSPS  
 Cheminement à l'intérieur des locaux sécurisé par : à préciser dans le PPSPS

Circulations verticales piétons	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO
Escalier existant : à préciser sur le PIC	

Circulations verticales piétons mécanisées	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO
Ascenseur de chantier/lift (en option) : emplacement à préciser sur le PIC	
Ascenseur mis en service par anticipation dans les cages : à préciser sur le PIC	

## STOCKAGE

Aires de stockage - magasins	Prestation à la charge des lots concernés
Sur terre-plein, en extérieur : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser	
En sous-sol, dans le bâtiment : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser	
A RDC, dans le bâtiment : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser	
Dans les étages, dans le bâtiment : lot : à définir ; emplacement délimité par : à préciser	

## ÉVACUATION DES DÉCHETS ET MATÉRIAUX DANGEREUX

Bennes de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO
En phase curage/déconstruction/réhabilitation : emplacement à préciser sur le PIC ; chargement par : à préciser dans le PPSPS	

## CONDITIONS DE MANUTENTION, D'APPROVISIONNEMENT ET DE LEVAGE

Levage	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot GO
Ascenseur de chantier (en option) : emplacement et caractéristiques : à préciser sur le PIC	

## ÉCHAFAUDAGES

### Echafaudages volants

Prestation à la charge de chaque entreprise intervenante

Mise en commun pour les lots : à préciser dans le PPSPS

Phasage, durée : à préciser dans le PPSPS

## SECOURS

### Organisation des secours

Procédure d'évacuation des blessés : à préciser dans le PPSPS

Point de rassemblement : à préciser sur le PIC

Accueil des secours par : à préciser sur le PIC

### Sauveteurs Secouristes - SST

Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots ci-dessous

1 pour 20 personnes

## SOMMAIRE






<b>SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER</b>	2
<b>SOMMAIRE</b>	6
<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF</b>	8
1. Coordinnées des intervenants	8
2. Description sommaire de l'opération	8
3. Planning prévisionnel	8
4. Catégorie de l'opération	8
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux	9
6. Mode de consultation des entreprises et allotissement	9
<b>MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR</b>	10
1. COVID-19	Erreur ! Signet non défini.
2. Autorisation administratives	10
3. DT/DICT	10
4. Plan d'installation de chantier	11
5. Cantonnements	12
6. Bureaux de chantier	12
7. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	13
8. Repérage - Consignation des réseaux existants	13
9. Électricité provisoire de chantier	13
Installation électrique existante	13
Installation électrique de base à créer	13
10. Eau potable du chantier	14
Installation de base	14
11. Téléphone de chantier	14
Ligne de Téléphonie fixe du chantier - internet	14
Téléphone mobile de chantier, mis à disposition	14
12. Nettoyage du chantier	14
13. Nettoyage des bureaux et cantonnements	15
14. Clôtures de chantier	15
Clôtures de chantier	15
15. Circulations horizontales des piétons	15
16. Circulations verticales des piétons	15
17. Zones de stockage	16
18. Ascenseur de chantier/lift (en option)	16
<b>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT</b>	17
1. Accueil sur site et formation	17
2. Registre de Sécurité	17
3. Protections collectives provisoires	18
7. Plomb (en attente des diagnostics)	18
8. Amiante (en attente des diagnostics)	19



9	Maladies nosocomiales.....	20
11	Curage– déconstruction.....	20
13	Protections collectives provisoires contre le bruit.....	20
18	Protection contre l'incendie.....	21
	<b>SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS EN EXPLOITATION .....</b>	<b>22</b>
1.	Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier .....	22
2.	Activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
	<b>MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS .....</b>	<b>23</b>
1.	Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage .....	23
2.	Conditions de coopération avec le CSPS.....	23
3	Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.....	24
4	Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants.....	24
5	Enchaînement des tâches .....	24
6	Travaux superposés .....	25
7	Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention .....	25
8	Non-respect des dispositions du Code du Travail.....	25
	<b>ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>26</b>
1.	Procédures - Accès.....	26
2.	Téléphone .....	26
3.	Sauveteurs Secouristes du Travail .....	26
4.	Trousses de secours.....	26
5.	Infirmierie .....	26
6.	Sirène d'alerte manuelle .....	26
7.	Zone de rassemblement .....	27
	<b>AFFICHAGE DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>28</b>

## RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

### 1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone
ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS (APHP)	55, boulevard Diderot 75610 Paris	M. Virginie BROSSAY virginie.brossay@aphp.fr	☎ : ✉ : 📞 : 07 76 36 59 54
Coordonnateur SPS en phase Conception	Adresse	Représentant	Téléphone
 BTP Consultants	Agence Paris Est CSPS Le Central II – 460, La Courtine 93194 NOISY- LE-GRAND Cedex	M. Jonnathan HIVANHOE ✉ : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr	☎ : ✉ : 📞 : 06.85.84.81.11
Coordonnateur SPS en phase Réalisation	Adresse	Représentant	Téléphone
 BTP Consultants	Agence Paris Est CSPS Le Central II – 460, La Courtine 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex	M. Julien SKENA ✉ : julien.skena@btp-consultants.fr	☎ : ✉ : 📞 : 06.30.49.56.51
DRIEETS	Adresse	Représentant	Téléphone
 PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	DRIEETS Ile de France Unité départementale de Paris 46/52 rue Albert 75640 Paris Cedex 13	M. Alexandre AZARI ✉ : idf-ut75.uc13@drieets.gouv.fr	☎ : 01 40 45 36 46 ✉ : 📞 :
C.R.A.M.I.F. C.A.R.S.A.T.	Adresse	Représentant	Téléphone
 CRAMIF Assurance Maladie d'Ile-de-France	17/19 avenue de Flandre 75019 Paris	M. Jean-Philippe Clément ✉ : prevention75.cramif@assurance-maladie.fr	☎ : 01 40 05 38 16 ✉ : 📞 :
O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone
 OPPBTP La prévention BTP	1, rue Heyrault 92260 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex	M. ✉ : iledefrance@oppbtp.fr	☎ : 01.40.31.64.00 ✉ : 01.40.30.57.97 📞 :

### 2. Description sommaire de l'opération

Hôpital BROCA Restructuration du service de Pharmacie pour l'implantation de Robots PEGASUS

### 3. Planning prévisionnel


- Délai prévisionnel : 6 Mois
- Démarrage prévisionnel : 2025
- Effectif prévisionnel : En moyenne : 6  
: En pointe : 10

### 4. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en 2<sup>ème</sup> catégorie.



5. Diagnostics établis préalablement aux travaux

OBJET	RAPPORT	POINTS DE VIGILANCE																		
Amiante	<div><div>GROUPE SODIATEC</div><div><table><tr><td>Numéro de rapport</td><td>SDA-1581-HOPITAL COCHIN A</td></tr><tr><td>Travaux</td><td>LA</td></tr><tr><td>Propriétaire</td><td>HOPITAL COCHIN</td></tr><tr><td>Directeur d'œuvre</td><td>HOPITAL COCHIN</td></tr><tr><td>Adresse de l'ouvrage</td><td>12914 PARIS - 14500E hôpital - établissement de soins</td></tr><tr><td>Bâtiment ou installation</td><td>14501004</td></tr><tr><td>Date de début des travaux</td><td>14501004</td></tr><tr><td>Date d'achèvement du rapport de diagnostic</td><td>14501004</td></tr><tr><td>Responsable du programme de travaux (noté par le demandeur d'ordre)</td><td>Non communiqué</td></tr></table></div></div>	Numéro de rapport	SDA-1581-HOPITAL COCHIN A	Travaux	LA	Propriétaire	HOPITAL COCHIN	Directeur d'œuvre	HOPITAL COCHIN	Adresse de l'ouvrage	12914 PARIS - 14500E hôpital - établissement de soins	Bâtiment ou installation	14501004	Date de début des travaux	14501004	Date d'achèvement du rapport de diagnostic	14501004	Responsable du programme de travaux (noté par le demandeur d'ordre)	Non communiqué	<div><div>Conclusions</div><div><div>Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante</div><div></div></div></div> <div>Se référer au diagnostic</div>
Numéro de rapport	SDA-1581-HOPITAL COCHIN A																			
Travaux	LA																			
Propriétaire	HOPITAL COCHIN																			
Directeur d'œuvre	HOPITAL COCHIN																			
Adresse de l'ouvrage	12914 PARIS - 14500E hôpital - établissement de soins																			
Bâtiment ou installation	14501004																			
Date de début des travaux	14501004																			
Date d'achèvement du rapport de diagnostic	14501004																			
Responsable du programme de travaux (noté par le demandeur d'ordre)	Non communiqué																			
Plomb	En attente des diagnostics																			

6. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

- LOT 01 : GO CURAGE DEMOLITION MACONNERIE
- LOT 02 : MENUISERIES INTERIEURES
- LOT 03 : PEINTURE SOLS
- LOT 04 : ELECTRICITE CFO CFA
- LOT 05 : PLOMBERIE VENTILATION

# MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

## 1. Autorisation administratives

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

- L'occupation du domaine public ;
- La modification du stationnement et de la circulation des véhicules autour de l'emprise ;
- La modification de la circulation des piétons autour de l'emprise ;
- La modification du panneautage routier au droit des accès chantier ;
- La mise en place éventuelle de gendarmes couchés pour ralentir la vitesse des véhicules, avant et après l'accès au chantier ;
- Le raccordement aux réseaux publics ;
- L'installation de grue et de survol.

## 2. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

- a) Prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;
- b) Avant l'exécution des travaux :
  - Soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique ;
  - Soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'inéris ;
  - Soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.
- c) Prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation
- d) Prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;
- e) Ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant ;
- f) Maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;
- g) S'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;
- h) Prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;
- i) Prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;
- j) Informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :
  - De la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
  - Des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux.

- k) Surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;
- l) Signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;
- m) Conserver sur le chantier :
- Les récépissés de DICT ;
  - Le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;
  - Le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;
- n) Appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :
- Arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
  - Alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
  - Aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
  - Accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc...

### 3. Plan d'installation de chantier

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

## 4. Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaire, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :  
Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows

- Dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes ;

### Sanitaires

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.  
Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

### Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

### Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.  
Ils seront chauffés et climatisés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Conformément à la recommandation de la CRAMIF, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

## 5. Bureaux de chantier

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé.

## 6. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## 7. Repérage - Consignation des réseaux existants

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situés dans l'emprise des interventions devront avoir été consignés par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au Registre de Sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'Œuvre.

## 8. Électricité provisoire de chantier

### Installation électrique existante

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Cette vérification portera également sur l'alimentation électrique de l'ascenseur existant et maintenu en fonction, depuis l'armoire générale jusqu'au tableau électrique de l'ascenseur.

### Installation électrique de base à créer

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier ;
- Le branchement du digicode/lecteur de badge/du lecteur biométrique contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;

- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

## **9. Eau potable du chantier**

### **Installation de base**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc...

## **10. Téléphone de chantier**

### **Ligne de Téléphonie fixe du chantier - internet**

Conformément à la recommandation de l'OPPBTP, les matériels mis en place dans le cadre de l'installation du bureau de chantier seront raccordés à une ligne de téléphonie fixe, permettant également le raccordement internet des terminaux. Prévoir à minima 2 RJ 45 et 3 PC en 220V par poste de travail.

### **Téléphone mobile de chantier, mis à disposition**

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

À défaut de réseau stable le Maître d'Œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

## **11. Nettoyage du chantier**

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.



## 12. Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## 13. Clôtures de chantier

### Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- De la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- De marquages au sol ;
- Des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- D'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneau de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'étude de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

## 14. Circulations horizontales des piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

## 15. Circulations verticales des piétons

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

## 16. Zones de stockage

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;
- Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 17. Ascenseur de chantier/lift (en option)

Conformément à la recommandation R 477 de l'INRS, un dispositif d'approvisionnement dans les étages, type lift/ascenseur de chantier sera installé en façade. Cet engin sera mis en commun, et utilisable par toutes les entreprises. Il sera déposé à la mise en service des ascenseurs définitifs.

La continuité du roulage des charges vers les ascenseurs de chantier (conteneurs, transpalettes, etc..) sera assurée depuis l'aire de livraison jusqu'aux postes de travail via une piste au revêtement compatible avec le roulage. Des rampes et des planchers provisoires échafaudés seront installés dès que nécessaire.

Les matériaux approvisionnés ou évacués seront obligatoirement transportés dans des conteneurs roulants, ou big-bags sur chariots ou transpalettes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen prendra en compte la nature des travaux à réaliser, les spécificités de la façade, la distance à la façade, les charges (type et volume) à embarquer, les méthodes de chargement et déchargement, la hauteur à desservir, etc...

Si les balcons devaient être utilisés pour la distribution des charges en étage, ils seraient préalablement étayés.

Des panneaux fixes, ajourés ou non (tôle perforée, grillage à mailles rigide, CP, etc...) seront mis en œuvre à tous endroits nécessaires (emprise au niveau le plus bas, ouvertures sur le trajet de cabine, etc ...) pour isoler les parties en mouvement de la cabine, susceptibles de rentrer en contact accidentel avec un travailleur.

Un décaissé sera pratiqué au sol de façon à ce que l'accès depuis la plateforme se fasse de plain-pied.

La mise en œuvre de ce matériel sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation.

Un liftier assure seul la conduite de l'engin.

Les personnels des entreprises utilisatrices seront formées à la conduite de l'engin.

## MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

### 1 Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeables, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les Chefs de Chantier et les Chefs d'Équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 2 Registre de Sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre Registre de Sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce Registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ou volants ;
- Les engins de levage et leurs accessoires ;
- Les monte-charges et lifts ;
- Les engins de chantier ;
- Les PTE (Plateformes de Travail en Encorbellement), après montage et après chaque déplacement ;
- Les banches à coffrer, après montage ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce Registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;
- De l'installation d'échelles à crinolines (si utilisation avant réception des travaux par le MOA).

Ce Registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

### 3 Protections collectives provisoires

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'Œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudé à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

### 7 Plomb (en attente des diagnostics)

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1.000 microgrammes par m<sup>2</sup>, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 909, édition 2013, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTB.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air;

- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;
- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

## 8 Amiante

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les d'installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue ; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux plantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisé par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage qui est intégré au PRC, sera soumise à avis de la Maitrise d'Œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## 9 Maladies nosocomiales

Pour lutter contre le risque d'Aero-bio-contamination lié à la présence de particules dont certaines vont pouvoir se charger de bactéries (sous forme végétative, Sporulée *Bacillus* par exemple) de champignons (genre *aspergillus*), de virus..., les mesures suivantes seront mises en œuvre :

- Confinement, avant toute intervention (cloisons, portes, fenêtres, trous de serrure, partie basse des portes, bouches de ventilation) ;
- Ventilation obturée dans les zones de travaux ;
- Mise en dépression de la zone de travaux ;
- Bâchage dans les circulations ;
- Balayage quotidien à l'humide des circulations utilisées par le personnel de l'entreprise ;
- Réalisation de sas de décontamination par rayonnement, avec zone d'habillage et de déshabillage, poubelle, stock d'EPI, lingettes de nettoyage, etc. ;
- Mise à disposition des intervenants d'EPI (sur-chaussures, combinaisons intégrales, demi-masques à ventilation assistée ;
- Gravats arrosés et javellisés ;
- Double ensachage des gravats dans les sas ;
- Bâchage des camions et des bennes lors de l'enlèvement des gravats.

## 11 Curage– déconstruction

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdit d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.

## 13 Protections collectives provisoires contre le bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;



- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## 18 Protection contre l'incendie

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

## SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS EN EXPLOITATION

### 1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'Établissement lors de l'Inspection Commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installation électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes.

Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage

## MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a en accord avec la MOA et le MOE autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Conditions de coopération avec le CSPS

La Coordination de chantier en termes de Sécurité et de Protection de la Santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de Co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la Co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendu de Visites d'Inspections Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le Registre Journal de la CSPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### 3 Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. L'entrepreneur provoquera sa Visite d'Inspection Commune avec le CSPS, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délais contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la Co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4 Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants

Chaque matin, les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur Co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

### 5 Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une Co-activité ou une superposition de tâches.

## 6 Travaux superposés

Les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâches conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en-dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 7 Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 8 Non-respect des dispositions du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'Œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

## ORGANISATION DES SECOURS

### 1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le Chef de Chantier de chaque entreprise. L'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

### 2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

À leur arrivée sur site, les Chefs de Chantier et Chefs d'Équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

### 3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées en page 2, « organisation de chantier », assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### 4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### 5. Infirmerie

Chantier situé dans l'hôpital

### 6. Sirène d'alerte manuelle

Une sirène d'alerte manuelle sera mise à disposition des intervenants sur site. Elle sera mise à disposition des intervenants dans le bureau de chantier (emplacement à soumettre au CSPS au démarrage des travaux). Elle sera confiée aux opérateurs effectuant des travaux sensibles (lors de travaux de démolition, de reprise en sous-œuvre, de terrassements, ou à proximité de conduites de gaz etc.).

À leur arrivée sur site, chaque intervenant sera informé, par le responsable sur site de chaque entreprise, de la présence de cette sirène, de son utilité, de son usage, et des consignes à respecter en cas d'alerte.



## **7. Zone de rassemblement**

La zone de regroupement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

**AFFICHAGE DE SÉCURITÉ**

# EN CAS D'ACCIDENT

**APPELEZ LES POMPIERS**

 **18/112**

**ET DITES :**

**1. ICI CHANTIER : Hôpital BROCA Restructuration du service de Pharmacie pour l'implantation de Robots PEGASUS**

**ADRESSE : Hôpital BROCA 75013 PARIS**

**POINT DE REPÈRE :**

**TÉLÉPHONE DU CHANTIER :**

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

**2. PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

**3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉ (S) ET LEUR ÉTAT**

**4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

**ENVOYEZ QUELQU'UN À L'ENTRÉE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.**

**PUIS PRÉVENEZ LES REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER**